

Sommet Alternatif de la Société Civile de la Région des Grands Lacs
**EXPLOITATION ILLÉGALE DES
RESSOURCES NATURELLES**

Great Lakes Civil Society Parallel Summit
**ILLEGAL EXPLOITATION
OF NATURAL RESOURCES**



Du 11 au 12 novembre 2010
Hôtel Memling, Kinshasa/RDC

November 11 - 12, 2010
Memling Hotel, Kinshasa/RDC



RAPPORT SYHTESE DU SOMMET ALTERNATIF DE LA SOCIETE CIVILE SUR L'EXPLOITATION ILLEGALE DES RESSOURCES NATURELLES DANS LA REGION DES GRANDS LACS

Organisé par Southern Africa Resource Watch (SARW)

Hôtel Memling, Kinshasa, République Démocratique du Congo

11 au 12 Novembre 2010

Rapporteurs:

Albert Kabuya (CENADEP) et Henri Muhiya (CERN/CENCO)

Editeurs:

Claude Kabemba, Georges Bokondu et Patricia Ngoy Mango, tous de SARW

25, avenue Lubefu, Commune de la Gombe, Kinshasa/Gombe.

Introduction



Il s'est tenu à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo, du 11 au 12 novembre 2010, à l'initiative de Southern Africa Resource Watch, SARW en sigle, un Sommet alternatif de la société civile sur l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles dans la région des Grands Lacs. Les cérémonies d'ouverture et de clôture ont été présidées par le Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire, au nom de son collègue de la Coopération, en mission en Zambie.

On signale la présence à la cérémonie d'ouverture des membres du Cabinet du Chef de l'Etat, notamment le Conseiller Juridique du Président de la République, les délégués des Ambassades, des Ministères et plusieurs autres personnalités invitées pour la circonstance.

Plus de quatre vingt dix personnes ont pris part aux travaux. Les participants sont venus de l'Angola, du Burundi, de la République du Congo, de la République Centrafricaine, du Kenya, de la Tanzanie, du Rwanda, de l'Ouganda, de la Zambie et la République Démocratique du Congo. Ils ont traité des matières importantes, notamment

l'état de lieu de l'exploitation illégale des ressources naturelles dans les pays de la CIRGL, l'exploitation illégale des minerais à l'Est de la RDC, le rôle de la société civile dans la région, le rôle des multinationales, l'efficacité de la CIRGL, l'exploitation illégale du bois, la certification des minerais, le rôle des églises dans la recherche des solutions et les efforts fournis par le gouvernement de la RDC pour combattre l'exploitation illégale.

Différents Exposés:

De la cérémonie d'ouverture

Le mot de bienvenue a été fait par Madame Anaiah Bewa, Directrice de OSISA/RDC, qui a souhaité la bienvenue à toutes les délégations des onze pays membres de la CIRGL présents au Sommet. Elle a en outre salué leur engagement à travailler pour la transformation de la région des Grands Lacs. Elle a tenu à relever que le Sommet alternatif était une occasion pour la société civile de réfléchir sur la nécessité de formuler un agenda commun en vue d'un travail en synergie en matière de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles.

En ce qui concerne les objectifs du Sommet, Monsieur Claude Kabemba, Directeur Régional de l'Observatoire des Ressources Naturelles en Afrique Australe a, pour sa part, fixé les délégués sur les objectifs ci-après:

- Soutenir l'initiative régionale de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs;
- Renforcer les relations entre les organisations de la société civile des pays membres de la CIRGL pour contrer l'exploitation illégale des ressources naturelles sous toutes ses formes;
- Echanger de manière constructive sur les réalités de chaque pays membre en vue d'identifier les différentes formes d'exploitation illégale et d'y mettre un terme;
- Elaborer des stratégies d'actions des organisations de la société civile de la région en vue de l'éradication de l'exploitation illégale des ressources naturelles au sein des pays membres;
- Formuler des recommandations à adresser aux Chefs d'Etats pour mettre définitivement un terme à l'exploitation illégale des ressources naturelles sur l'ensemble de la région.

Dans son mot d'ouverture, le Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Monsieur Makker Mwangi a, au nom de son collègue de la Coopération, salué l'initiative de l'organisation du sommet alternatif des acteurs de la société civile

sur l'exploitation illégale des ressources naturelles, qui est à la base des conflits récurrents, des massacres, des viols, des vols et des crimes de toutes sortes qui ont endeuillé la sous-région depuis une dizaine d'années.

Il a relevé que l'idée d'organiser un Sommet spécial des Chefs d'Etats de la région des Grands Lacs remonte à la rencontre inter - ministérielle de Kampala en Ouganda du 25 mai 2010 qui a recommandé aux Chefs d'Etats d'organiser ce sommet. Initialement projeté au 19 novembre 2010, le sommet des Chefs d'Etats sur l'exploitation illégale des ressources naturelles a été repoussé pour des raisons de calendrier.

Avant de déclarer ouvert les travaux, le Ministre a rassuré les participants que les Chefs d'Etats de la région auront une oreille attentive aux recommandations de ces assises et prendront en compte les attentes de la société civile des pays membres, avant de souhaiter aux participants plein succès aux travaux.

Des panels d'experts:

Plusieurs thèmes ont été discutés par les participants, à savoir:

- Le contexte général de la CIRGL et l'état de lieu de la mise en œuvre du Pacte sur la sécurité et la stabilité dans la région des grands lacs, présenté par Monsieur Baudouin Hamuli, Coordonateur National de la CIRGL, qui a été complété par Monsieur Paul Mabolia, Président du Comité régional de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, au sujet de l'initiative régionale de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles.
- L'exploitation et le commerce illégal des ressources naturelles dans l'Est de la RDC, présenté par le Père Didier de Failly, Coordonnateur de BEST, un Bureau d'étude implanté dans la ville de Bukavu en RDC;
- Les éventuels conflits liés aux ressources naturelles par Georges Bokondu, Chef de Bureau de SARW/RDC;
- L'étude de cas des activités minières au niveau de la frontière entre la RDC et la Zambie, par Monsieur Pierre Kahenga de SADRI.
- Comment l'exploitation et le commerce des ressources naturelles peut-elle contribuer à la paix, à la stabilité et au développement de la Région des Grands Lacs, par André Ossette du Congo/Brazza;
- Initiatives de l'église dans la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, par Monseigneur Fridolin Ambongo, Président de la Commission Episcopale Ressources Naturelles de la Conférence Episcopale de la RDC;
- Initiatives du Gouvernement de la RDC dans la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, par Monsieur Ikoli, Directeur de Cabinet Adjoint du Ministre des Mines;

- Rôle des multinationales dans l'exploitation illégale des ressources naturelles, par le Père Ferdinand Muhingirwa, Directeur du CEPAS;
- Les défis de l'exploitation des ressources naturelles et les multinationales dans la région des Grands Lacs, par Madame Emilie Serralta de Global Witness;
- L'exploitation de la forêt et le commerce du bois dans la région des Grands Lacs, par René Ngongo de Greenpeace;
- La certification des minerais, par Monsieur Bernard Taylor, Directeur Exécutif de Partenariat Afrique Canada.

Ces présentations ont provoqué des échanges fructueux et constructifs entre différentes délégations.

Il faudrait aussi signaler la présentation de chaque délégation sur le contexte régional de l'exploitation illégale des ressources naturelles. Il s'agissait ici de l'analyse de la problématique par chaque pays.

Il est ressorti des débats ce qui suit:

- Le rôle déterminant de la société civile dans la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs;
- S'assurer que les attentes exprimées par les participants sont prises en compte par les Chefs d'Etats;
- Nécessité pour les Etats de la région d'échanger régulièrement les bases des données notamment sur le volume de production et des exportations;
- Différents conflits liés aux ressources naturelles et éventualités des résolutions;
- Besoin d'une traçabilité accrue à travers une certification régionale attestant l'origine des minerais, le circuit d'évacuation et les consommateurs finaux;
- Nécessité pour les Etats de la région d'harmoniser leurs législations et des pratiques fiscales dans les zones transfrontalières;
- Besoin pour la société civile de la région d'avoir des dynamiques nationales et des coalitions de lutte collective contre l'exploitation illégale des ressources naturelles;
- Nécessité pour les acteurs de la société civile de la région d'avoir une lecture commune et des stratégies communes pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles et les moyens de l'éradiquer sur l'ensemble de la région;
- Urgence de voir les Etats de la région adhérer à l'initiative de transparence dans les industries extractives;
- Besoin d'assurer que les droits humains sont respectés par les Gouvernements de la région et les Entreprises extractives, notamment en ce qui concerne le travail des enfants dans les mines, la présence des femmes dans les sites

d'exploitation et le circuit de commercialisation des minerais et le respect de l'environnement;

- Nécessité d'inviter les multinationales au respect des différentes lois de la région et aux mécanismes internationaux de la transparence ou du commerce licite;
- Nécessité d'inviter la communauté internationale à prendre des mesures contre les multinationales impliquées dans le commerce illicite des ressources naturelles et à s'impliquer dans la lutte contre ces fléaux;
- Mécanismes à mettre en place pour combattre l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Les participants ont exprimé leur préoccupation sur la persistance des poches d'insécurité notamment dans la partie Est de la RDC, lesquelles sont à la base des plusieurs cas des viols perpétrés sur les femmes et les jeunes filles. Ils ont appelé à une position commune de la société civile de la région.

Tous les participants ont pris la résolution de se focaliser sur le rôle que doit jouer la société civile dans la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles et les moyens de la combattre.

Recommandations

Aux Chefs d'Etat de la Région des Grands Lacs

- Tenir effectivement le Sommet spécial des Chefs d'Etat sur l'exploitation illégale des ressources naturelles, en décembre 2010 en Zambie;
- Revisiter et harmoniser les politiques institutionnelles et législatives de gestion des ressources naturelles;
- Harmoniser les législations commerciales (fiscales, douanières et statistiques);
- Mutualiser les politiques commerciales par la définition de stratégies communes et le partage de bonnes pratiques;
- Renforcer la gouvernance dans le secteur par le contrôle des prix, la traçabilité, les règles d'origine et la certification;
- Adhérer et appliquer les mécanismes existant (KPCS, ITIE, DDI, Diligence raisonnable) et les principes de l'OCDE pour renforcer l'application du Protocole d'Accord.
- S'investir dans les efforts de répression des violences faites à la femme.

Aux Multinationales

- Arrêter le commerce illicite des minerais et des autres ressources naturelles des pays de la région des Grands Lacs;

- Se conformer aux lois nationales de la région et aux mécanismes mis en place par la Conférence Internationale des Grands Lacs;
- Arrêter de soutenir les groupes armés qui causent des atrocités dans la région;
- Se conformer aux normes volontaires de l'OCDE;
- Faire preuve de la diligence raisonnable;
- Créer dans les pays d'extraction des usines de transformation des minerais et des autres ressources naturelles.

A la Communauté Internationale

- Mettre en place des mécanismes contraignant les entreprises nationales et multinationales à se conformer aux principes de la transparence des industries extractives et aux respects des normes nationales de la région des Grands Lacs;
- Obliger les entreprises qui travaillent dans la région des Grands Lacs à déclarer les investissements, les lieux d'exploitation, les taxes payées, les revenus issus de l'exploitation industrielle dans la région des Grands Lacs et organiser un système de recensement annuel;
- Soutenir les mécanismes de la CIRGL sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans les Grands Lacs;
- Mettre en place un mécanisme de transparence dans le système bancaire occidental et des pays émergents. La communauté internationale devra promouvoir une politique d'éradication des paradis fiscaux dans la région. Elle doit encourager la transparence des flux financiers;
- Prendre des mesures claires contre les multinationales qui ne se conforment pas à toutes les initiatives de transparence prises.

La société civile de la région s'engage à:

- Faire fonctionner le Forum régional de la société civile au sein de la CIRGL;
- Mettre en place un Comité restreint de suivi des résolutions du présent Sommet de la société civile. Dans le même cadre, elles ont décidé de mettre en place des actions concertées dans le cadre d'un réseau régional des organisations de la société civile œuvrant dans le secteur des ressources naturelles;
- Mettre en place des mécanismes d'alerte et d'échange d'information entre organisations de la société civile pour lutter contre le commerce illicite des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs. Le Comité de suivi fera des propositions concrètes à ce sujet;
- Mettre en place un réseau des organisations de la société civile de la région qui travaillent dans le secteur.

Conclusion

Les organisations de la société civile ont manifesté leur soutien à la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs et à son initiative de lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. Elles ont demandé aux Chefs d'Etat de

tenir effectivement le Sommet spécial au mois de Décembre à Lusaka, en Zambie et ne souhaiteraient pas un nouveau report.

La société civile attire l'attention des Chefs d'Etat sur la problématique du commerce illégal du bois dans la région. Elle constate que ce commerce ne profite pas aux Etats ni aux communautés locales. De même, le risque des conflits sur la question d'exploitation du pétrole dans la région est imminent.

Les organisations de la société civile ont pris l'engagement d'échanger régulièrement sur la question du commerce des ressources naturelles. Elles ont ainsi décidé d'activer le forum régional de la société civile. Elles se sont ainsi engagées de se réunir une fois par an afin de débattre régulièrement sur la question de l'exploitation des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs.



Fait à Kinshasa, le 12 novembre 2010.

Annexe: liste de présence

SOMMET ALTERNATIF DE LA SOCIETE CIVILE DE LA REGION DES GRANDS LACS EXPLOITATION ILLEGALE DES RESSOURCES NATURELLES

	LAST NAME	NAME(S)	COUNTRY	INSTITUTION
1	DELGADO	Albertina	Angola	OSISA
2	VOLOLA	Zenilda	Angola	
3	LONDA	Emilio	Angola	
4	MFULUTOMA PEMBELE	Manuel	Angola	JUDECA
5	MARTINELLI	Marta	Belgium	OSI
6	BARAMPAMA	Pascasie	Burundi	Reseau Femmes & Paix
7	BIGIRIMANA	Moses	Burundi	
8	NTAKIYIRUTA	Sebastien	Burundi	
9	TAYLOR	Bernard	Canada	Partenariat Afrique Canada
10	MASIBAI OLE SOPIA	Samuel	Kenya	UJAMA CENTER
11	SERRALTA	Emilie	Kenya	GLOBAL WITNESS
12	MAHAMADOU	Awal	RCA	LES ANIMATEURS POUR LE DVT DURABLE
13	PASSE	Patrice	RCA	OCDN / CEFDHAC
14	TSHIMENA	Delphin	RDC/ Kinshasa	BANQUE MONDIALE/RDC
15	BAKULU	Jacques	RDC/Bas-congo	CEPECO
16	MUANDA	Jean-Marie	RDC/Bas-congo	ADEV
17	MUHUNGA	Eugene	RDC/BDD	GTAR-KHB- BANDUNDU
18	de Faily	Père Didier	RDC/Bukavu	BEST Bukavu
19	MUPIRA	Ignace	RDC/Bukavu	OBSERVATOIRE DU DIALOGUE ET DE LA DEMOCRATIE
20	MONGO	Eric	RDC/Bunia	ACIAR
21	BUYU	Alfred	RDC/Bunia	Comm Justice & Paix (Eglise Catholique)
22	AMBONGO (Msgr)	Fridolin	RDC/Equateur	CERN

23	MUITI	Jean-Desiré	RDC/Goma	
24	MUHIMA	Alexis	RDC/Goma	UAID ASBL
25	MILAMBO	Augustin	RDC/Kindu	CDJP/ CARITAS
26	BOKONDU	Georges	RDC/Kinshasa	SARW
27	NGOY MANGO	Patricia	RDC/Kinshasa	SARW
28	MABOLIA	Paul Yenga	RDC/Kinshasa	PROMINES
29	HAMULI	Baudouin	RDC/Kinshasa	CIRGL
30	BEWA	Anaiah	RDC/Kinshasa	OSISA
31	MUHIGIRWA	Ferdinand	RDC/Kinshasa	CEPAS
32	MANTOMINA	Guy-Olivier	RDC/Kinshasa	Ambassade Canada
33	NWOSU	Laure	RDC/Kinshasa	MONUSCO
34	SEKANA	Jerome	RDC/Kinshasa	Ambassade de la RSA
35	MFUNI MWANZA	Jean-Pierre	RDC/Kinshasa	LICOF
36	MUHIYA	Henri	RDC/Kinshasa	CERN/CENCO
37	MUTOMBO	Jonathan	RDC/Kinshasa	ECC
38	KANYIMBO	Chantal	RDC/Kinshasa	UNPC
39	MWANGILWA	Faida	RDC/Kinshasa	
40	NGONGO	Rene	RDC/Kinshasa	GREENPEACE
41	MVITA	Roger	RDC/Kinshasa	OSISA/Afrimap
42	KARUME	Felix	RDC/Kinshasa	OSISA DRC
43	KABUYA	Albert	RDC/Kinshasa	CENADEP
44	KIANGU	Leonie	RDC/Kinshasa	FJE
45	TSHIOMBELA	Jonas	RDC/Kinshasa	NSCC
46	MINDOMBA	ROMAIN		ASADHO
47	MINGASHANGA	Antoine	RDC/Kinshasa	RRN
48	BITAKUYA	Pius	RDC/Kinshasa	ASSEMBLEE NATIONALE
49	LIPIPA	CHRISTOPHE	RDC/Kisangani	CENADEP
50	MUTEBA	Jean-Pierre	RDC/Lubumbashi	ADS
51	KAHENG	Pierre	RDC/Lubumbashi	SADRI

52	MUNONGO	Dominique	RDC/Lubumbashi	CDF
53	KABEYA	Yvon	RDC/Lubumbashi	AGENCE DE PRESSE ONDES DES GDS LACS
54	FWAMBA	Franck	RDC/Lubumbashi	MINING NEWS
55	IWANGOU	Desire	Rep. Du Congo	FENAJEICO
56	LOAMBA	Moke	Rep. Du Congo	ADHUC
57	OSSETE	Eugene Andre	Rep. Du Congo	COMITE DE LIAISON DES ORGANISMES DU CONGO
58	TSHISWAKA	Hubert	RSA	OSISA
59	KABEMBA	Claude	RSA	SARW
60	KANGKOLONGO	Mimi	RSA	OSISA
61	RUTI	Shema	Rwanda	
62	KAMBALE	Pascal	Senegal	AFRIMAP/OSIEA
63	OMARI	Claude	SOUTH AFRICA	E 29 RESSOURCES
64	MCOMALLA	Peter O B	Tanzania	HUREPI
65	KAIZA	Bubelwa E.	Tanzania	
66	KAMUGISHA	Dickens	Uganda	
67	BWIRE	Patrick	Uganda	CECORE
68	LANGE	Edward	Zambia	SARW/ZAMBIA
69	NGOSA	Sam Kasongo	Zambia	KADENE
70	KUNDA	Jesintha	Zambia	KDLA
71	MUGISHA	Richard	Uganda	OSIEA
72	ROBERTSON	COLIN		CHRISTIAN AID
73	TSAGUE	Evelyne	Ghana	Revenue Watch
74	UMPULA	Emmanuel	Lubumbashi	ACIDH
75	KAKESE	VINALU	Kinshasa	Ministère de la Coopération - conseiller
76	CHANDA	JOSEPH		AMBASSADE ZAMBIE
77	NIZIGAMA	ELSE		AMBASSADE BURUNDI
78	SEOTLO	THABO		AMBASSADE RSA
79				AMBASSADE DE Belgique
80	MASHAGIRO		Kinshasa	CONSEILLER PRESIDENCE DE LA REP

81	Pr. ONGENDANGENDA	ALBERT	Kinshasa	DIRECTEUR GENER ENERGUELF
82	MUKANDIGA	EMERY		Déclarant en Douane
83	MUNGANGA	ROBERT		GECAMINES
84	NZOMBA	ROBERT		MINISTERE DES MINES
85	ATAMA	NOEL		ENOUGH PROJECT
86	LIND	SUZANNE		MENNONITE CENTRAL COMMITTEE
87	SEGIHOBE	JEAN -PAUL		UNIVERISTE DE KINSHASA
88	BYAMUNGU	AARON	Maniema	AGPSP
89	MUMBERE	ISAAC		CREDDHO
90	EFFANGE MBELLA	ELSIE	UN	MONUSCO
91	NGOY	PETER	UN	MONUSCO
92		Goet	Allemagne	GTZ
93	BONGONGO	Angèle	Kinshasa	FPRN
94	KAMWANGA	ROMBAUT	Kinshasa	CENCO
95	KALONJI	ALBERT	Kinshasa	FECODI
96	BOMPEY	FABIENNE	Kinshasa	